Impacts et limites de la patrimonialisation à Ouvéa (Nouvelle-Calédonie)

Mathias FAURIE

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/6293>

DOI : 10.4000/jso.6293

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2011

Pagination : 109-122

ISBN : 978-2-85430-030-7

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Mathias FAURIE, « Impacts et limites de la patrimonialisation à Ouvéa (Nouvelle-Calédonie) », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 132 | 1er semestre 2011, mis en ligne le 30 juin 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/6293> ; DOI : 10.4000/jso.6293

Impacts et limites de la patrimonialisation à Ouvéa (Nouvelle-Calédonie)

par

Mathias FAURIE*

RÉSUMÉ

Ouvéa, « l'île la plus proche du paradis », est inscrite depuis 2008 au Patrimoine de l'Humanité de l'UNESCO. En marge des flux touristiques, l'atoll voit sa population émigrer vers Nouméa, principal centre urbain de la Nouvelle-Calédonie, et son économie demeure fortement dépendante de l'aide extérieure. Les pouvoirs publics fondent leurs espoirs de développement sur le label unesco afin de valoriser les ressources d'Ouvéa via le tourisme. En 2011, une experte de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) procéda à l'évaluation des efforts de gestion depuis l'inscription. Si les menaces qui pèsent sur le lagon apparaissent limitées, la réalité sur le terrain affiche déjà des résultats contrastés, et les dynamiques et les retombées actuelles ne sont pas toujours celles escomptées. La patrimonialisation a pour l'instant des effets limités sur le tourisme. On assiste même à certaines rétroactions négatives et la gestion des ressources demeure insuffisante. L'ouverture de ce sanctuaire comporte des risques : dans le cas d'un essor du tourisme, saura-t-on maintenir l'équilibre que les habitants d'Ouvéa ont su tisser avec leur fragile environnement ? Cette ouverture va-t-elle ou non accélérer la perte des savoirs et des traditions ? Quel sera l'impact de la patrimonialisation sur la coutume dans les tribus kanak ?

MOTS-CLÉS : Nouvelle-Calédonie, coutume kanak, patrimonialisation, tourisme, gestion participative, politique patrimoniale

ABSTRACT

Uvea, "the nearest island to heaven", is inscribed in the World Heritage List of UNESCO since 2008. Although spared from the streams of tourists, the atoll undergoes the emigration of its population to Numea, the main urban center of New Caledonia, and its economy is strongly dependent on outside assistance. The public authorities are relying on the UNESCO label to enhance its development via tourism. In 2010, a team of IUCN (International Union for Conservation of Nature) was to appraise the efforts made in managing the heritage. But the present situation already displays contrasted results, where the effects do not meet the expectations. Indeed, the patrimonialisation has limited impacts on tourism. A negative feedback is even observed while an integrated management of the resources remains inexistent. Opening this sanctuary presents a number of risks, and the following questions must be asked: should tourism develop in Uvea, how to maintain the equilibrium which the population has woven with the fragile environment of the island? Is it going to accelerate the loss of ancestral knowledge and traditions? What will be the impact of the patrimonialisation on the Kanak « coutume » and laws?

Keywords : New-Caledonia, kanak custom, patrimonialisation, tourism, participative management, heritage policy

Cet article propose une étude des impacts de la patrimonialisation à Ouvéa, atoll de l'archipel des îles Loyauté situé à l'est de la Grande Terre, l'ensemble constituant la collectivité territoriale d'Outre-mer de la Nouvelle-Calédonie. Ouvéa est

inscrite depuis 2008 au Patrimoine de l'Humanité de l'UNESCO, une consécration pour cet atoll que l'on appelle « l'île la plus proche du paradis ».

Avec son lagon et ses immenses plages, son extraordinaire biodiversité (IFRECOR, 2007) et

* Doctorant en géographie, école doctorale de Géographie de Paris I/IV/VII Espace, Société, Aménagement, UMR PRODIG 8586 / IRD US 140 Espace, mathiasfaurie@gmail.com

une société kanak encore ancrée dans la tradition, Ouvéa constitue un véritable sanctuaire dont le patrimoine naturel et culturel reste à ce jour relativement préservé des grands bouleversements de notre époque. Ouvéa est aussi profondément marquée par son histoire récente¹ : les drames qui s'y sont déroulés à la fin des années 1980 en ont fait un sanctuaire de la mémoire des « événements » de la Nouvelle-Calédonie et Ouvéa a dès lors été appelée tantôt le « tournant calédonien » tantôt « l'île maudite » (Rollat et Plenel, 1988). Cette île a ainsi connu une période de repli jusqu'aux récents actes de réconciliation (*Mwà vée*, 1999 ; Dagneau et Kotra, 2006).

Un sanctuaire (de *sanctus* « saint ») peut être défini comme un espace bénéficiant d'un ensemble de mesures assurant sa garantie, avec une dimension de sauvegarde, de mise à part, d'intangibilité : un lieu sacré public ou privé, voué à la dévotion, à la protection, pouvant être interdit au profane ou à un groupe donné.

Isolé de l'essor économique que connaît l'archipel calédonien², l'atoll d'Ouvéa voit sa population émigrer vers Nouméa, principal centre urbain de la Nouvelle-Calédonie, et son économie demeure fortement dépendante de l'aide extérieure. Les pouvoirs publics fondent désormais leurs espoirs de développement sur le label UNESCO afin de valoriser les patrimoines *via* le tourisme. La patrimonialisation prend le rôle, à Ouvéa comme dans l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, d'une matrice structurante sur la transformation de la société, des territoires, des pratiques et des représentations. La patrimonialisation n'est pas une dynamique si récente sur ce territoire, mais un certain nombre d'indicateurs témoignent de son évolution et de son adaptation à de nouveaux paradigmes, comme de l'émergence d'une nouvelle « culture du patrimoine ».

Après avoir été érigé comme un fondement incontournable de la revendication identitaire et de la lutte indépendantiste kanak dans les années 1970-1980 (Leblic, 1993 ; Bensa, 1995), le patrimoine devient aujourd'hui un véritable pilier du projet de société calédonien (Lebigre et

Angleviel, 2003). La patrimonialisation est perçue comme un cercle vertueux, à la fois condition et résultat du développement durable. Parallèlement, cette dynamique alimente un creuset d'identités partagées nécessaires à une « communauté de destin » pour les populations résidant sur le territoire³.

Tout concourt ainsi à l'entrée dans l'ère de la politique du « tout patrimoine ». Les patrimoines sont abondamment invoqués dans le discours politique et repris par tous les acteurs (Néaoutyine, 2006). La province des îles Loyauté mise sur le patrimoine comme fondement du tourisme : les ressources y sont rares et le nickel y est absent, contrairement à ce qui existe sur la Grande Terre. Beaucoup sont séduits par l'idée que les patrimoines d'Ouvéa permettraient, *via* le tourisme, de développer l'île, de la décroiser et de limiter l'émigration, tout en protégeant son essence et son originalité, c'est-à-dire ses patrimoines naturels et culturels. Le patrimoine potentiellement offert au tourisme devient désormais un capital, que l'on appelle couramment « le nickel des îles ». La « mise en patrimoine » d'Ouvéa précipite son entrée dans l'ère de la mondialisation et en fait un véritable laboratoire du rééquilibrage et du développement durable dans un contexte de marginalité et d'isolement insulaires.

Les limites de la valorisation et d'une « mise en tourisme » résident dans la fragilité des patrimoines naturels d'Ouvéa et dans de possibles « risques culturels » liés notamment à la folklorisation qui ne constitueraient en rien un frein à l'érosion amorcée des langues et savoirs traditionnels (Breton, 2003 ; *Mwà vée*, 2005)⁴.

Le fossé est flagrant entre une politique du « tout patrimoine » et sa réalité sur le terrain. Les représentations liées au développement et au patrimoine souffrent de nombreuses contradictions et les points de vue divergent largement selon les acteurs ou les habitants interrogés. Désire-t-on réellement ouvrir les portes du sanctuaire, *via* la patrimonialisation ?

L'ouverture croissante de ce sanctuaire comporte une part de risques : dans le cas d'un essor

1. Ouvéa sera le pivot des « événements » qui ont secoué la Nouvelle-Calédonie dans les années 1980, avec l'affaire de la grotte d'Ouvéa (vingt-cinq morts), puis l'assassinat un an après de Jean-Marie Tjibaou, Yeiwéné Yeiwéné et de leur assassin, Djubelly Wéa. Ces drames seront le point de départ de grands bouleversements politiques qui auront des répercussions majeures sur la société et le territoire calédonien jusqu'à nos jours. L'affaire de la grotte d'Ouvéa a fait couler beaucoup d'encre, plusieurs documentaires y ont été consacrés et un long métrage de fiction est en cours de réalisation par Mathieu Kassovitz (Kassovitz, 2011 ; Drevillon, 2008 ; Lallaoui, 2008 ; Faurie, 2005).

2. La Nouvelle-Calédonie connaît des bouleversements importants et un développement rapide lié à l'exploitation du nickel et à une politique interventionniste menée par l'État français : « le rééquilibrage », suite aux accords de Matignon-Oudinet (1988) et de Nouméa (1998). Ce dernier a pour but de limiter les inégalités héritées de la période coloniale et d'établir l'équité entre les communautés vivant sur le territoire, via un transfert des compétences, sur une possible voie de pleine souveraineté. Trois provinces aux compétences importantes avaient déjà été instituées en 1989 par la loi référendaire n° 88-1028 du 9 novembre 1988 (Nord, îles Loyauté, Sud).

3. Au recensement de 2009, les Kanak regroupent 40,3% de la population, les Européens 28,6%, les Wallisiens et Futuniens 8,6%, et 22,2% « Autres ».

4. Les savoirs, les langues et les traditions orales d'Ouvéa souffrent d'une « crise » de la transmission intergénérationnelle qui s'est accélérée de la période de la colonisation à l'ère de la mondialisation. Les deux langues d'Ouvéa, le fagaueva et le hwen iaa, sont parlées par moins de 3 500 locuteurs chacune (Cerquiglini [éd.], 2003).

du tourisme, pourra-t-on maintenir l'équilibre que les habitants d'Ouvéa ont su tisser avec leur fragile environnement ? Cet équilibre est-il utopique et d'ores et déjà mis à mal par les puissantes dynamiques générées par l'urbanisation et le développement sur la Grande Terre ? L'enracinement toujours plus profond dans des rapports sociaux monétarisés en dépit des systèmes sociaux traditionnels, rassemblés sous le terme de *coutume* en Nouvelle-Calédonie, est-il inéluctable ?

Une ouverture *via* la « mise en patrimoine » va-t-elle accélérer ou limiter la perte des savoirs et des traditions ? Quel sera l'impact de la patrimonialisation sur la *coutume* dans les tribus kanak d'Ouvéa ?⁵

Le « tout patrimoine » à Ouvéa

Un rôle structurant le territoire et les activités ?

Les dynamiques de patrimonialisation ont connu un essor à Ouvéa avant même l'inscription à l'UNESCO et le regain d'intérêt pour l'histoire récente de l'atoll.

Mes résultats obtenus depuis 2004 m'ont permis de mettre en relief des transformations sociétales et territoriales, comme par exemple l'évolution des fonctions des activités : une partie des secteurs productifs se convertit progressivement en tertiaire, notamment touristique. Dans la culture kanak, les échanges « marchands » étaient profondément ancrés dans des schèmes sociaux : il apparaît que l'adoption, du moins partielle, d'une culture patrimoniale à l'occidentale provoque une transformation progressive de l'économie insulaire *via* la patrimonialisation des productions, indépendamment de leur rôle coutumier initial.

L'agriculture connaît par exemple un mouvement de diversification. Le système de polyculture extensive a tendance à se spécialiser dans des produits à forte valeur ajoutée, comme la vanille, les huiles essentielles ou les savons. La fidélité aux traditions agricoles, conjointement à la recherche de nouveaux débouchés commerciaux, au désir de mettre en valeur et de faire reconnaître les produits du terroir, conduit au renforcement de la « part culturelle » dans les activités et dans les productions. Cette forte part culturelle attachée aux activités économiques qui prévalaient dans la culture kanak se maintient, mais connaît une importante mutation :

il s'opère une transition vers des productions ciblées et « re-patrimonialisées » dans une sphère marchande tournée vers l'extérieur.

Ouvéa, comme la majorité des espaces de la Nouvelle-Calédonie dont l'organisation a été bouleversée depuis les accords politiques, est en pleine quête de nouvelles territorialités. S'opère alors un « marquage » du territoire et l'on assiste à l'émergence de nouvelles représentations et de nouveaux lieux symboliques, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'île. La patrimonialisation est un important vecteur de différenciation et de valorisation spatiale, dans un contexte de compétition et de rééquilibrage entre les territoires.

Ainsi, par exemple, la « fête du waleï⁶ », une des foires d'Ouvéa centrées sur la gastronomie (avec la fête du poisson, appelée fête du lagon depuis peu), a été inaugurée en 2009 et illustre la vocation de plus en plus touristique et économique des terroirs vivriers traditionnels, unifiés en territoires culturels. Le secteur non marchand « sacré » se convertit rapidement en secteur marchand patrimonialisé.

Le tourisme se développe progressivement : ouverture de structures d'hébergement, début d'activité de deux guides touristiques, possibilités de locations de voitures et de vélos... tandis que les habitants de l'atoll connaissent un enrichissement sans précédent. Cependant, cet enrichissement semble pour l'instant minoritairement lié au tourisme et plus largement dû aux retombées indirectes liées à la croissance économique générale de la Nouvelle-Calédonie : environ 3 000 habitants (soit environ 40 % de la population originaire d'Ouvéa)

FIGURE 1. – Affiche du GIE *Destination îles Loyauté* pour la promotion touristique de la fête du Waleï proposant un forfait pour tenter d'attirer des visiteurs de Nouméa (cliché de l'auteur, 2009)

5. En Nouvelle-Calédonie, les termes « coutume » et « tribu » sont des héritages sémantiques de l'époque coloniale qui connaissent une nouvelle réalité aujourd'hui et sont utilisés dans le langage courant, même s'ils sont évidemment polysémiques. À Ouvéa, on peut aujourd'hui définir la coutume comme un système transmis de codes, pratiques et iconographies en évolution émanant de la tradition mélanésienne et/ou polynésienne ; et la tribu est un ensemble de clans ou de familles alliés rattachés à un territoire, parfois à un chef, et à un patrimoine historique.

6. L'igname *waleï* (*Dioscorea esculenta*), typique d'Ouvéa, aurait été introduite par les Polynésiens.

résident dans le Grand Nouméa et pratiquent largement la redistribution tout en investissant sur l'île. En six ans seulement, durée de mes observations à Ouvéa, le nombre de maisons en dur s'est multiplié, le parc automobile a plus que doublé, la télévision par satellites et le téléphone portable sont désormais monnaie courante dans bon nombre de foyers. L'État français est l'un des acteurs majeurs de ce « boom économique » et de la tertiarisation de l'économie, notamment via d'importants contrats de développement (territoire, provinces et contrats État-commune) et un appui financier permanent.

Dans une certaine mesure, Ouvéa connaît les mêmes mouvements de migrations générationnelles qu'en métropole : les retraités originaires d'Ouvéa y retournent après une carrière à Nouméa et s'y construisent une maison. On constate aussi l'émergence d'une population « néo-rurale » en quête d'une autre qualité de vie et d'un certain « retour aux racines ». Ces « néo-ruraux » travaillent ou tentent de créer une activité sur Ouvéa ; ils ont souvent vécu à Nouméa, voire hors du territoire, et ont un mode de vie plus occidentalisé. Cette population peut être caractérisée par des retours fréquents à Nouméa, par un bon équipement, notamment High Tech ; beaucoup ont un statut de fonctionnaire ou œuvrent dans les métiers du tourisme ou de ses emplois indirects.

Il convient de relativiser la portée de ces évolutions, car on observe parallèlement un creusement des inégalités et de grandes disparités entre les familles. Certains ménages n'ont peu ou pas du tout de membres insérés dans la vie économique et bénéficient peu des redistributions, via la solidarité coutumière des clans, ou au travers des aides sociales et des allocations.

Inscription au Patrimoine de l'humanité de l'UNESCO

L'inscription au Patrimoine de l'humanité de l'UNESCO a suscité de l'espoir parmi les politiques et une rapide instrumentalisation. L'atoll d'Ouvéa ainsi que l'atoll mitoyen aujourd'hui inhabité de Beautemps-Beaupré (Héo) font partie d'un « bien en série » défini par six aires géographiques récifales et marines et des « zones tampons terrestres » concernant vingt communes de la Nouvelle-Calédonie⁷.

Il est légitime de se demander pourquoi Ouvéa a été proposée et non pas les autres îles Loyauté. C'est l'État français qui a demandé son inscription définitive auprès de l'UNESCO, mais l'initiative en revient à l'association « Corail Vivant » de Nouméa, relayée par le sénat coutumier. La volonté de déclouisonnement territorial mais aussi géopolitique est indéniable. Il ne fait cependant aucun doute que la légitimité de l'inscription d'Ouvéa et de Héo se fonde sur une riche et surprenante biodiversité marine (48 espèces non signalées ailleurs en Nouvelle-Calédonie y ont été recensées), ainsi que sur une géomorphologie originale pour le Pacifique sud-ouest qui témoigne d'un stade particulier de l'évolution des atolls basculés et des écosystèmes associés⁸. L'inscription arrive à point nommé pour donner corps à l'image touristique véhiculée par les acteurs territoriaux. La valorisation des patrimoines en vue du développement économique et de l'intégration régionale fait l'objet d'un essor renouvelé et d'un relatif consensus par le biais de cette labellisation aux dimensions internationales.

Pour Paul Néaoutyine, président de la province Nord, le classement UNESCO est :

« une victoire pour les trois provinces, des garanties supplémentaires pour que les entreprises respectent les critères de l'UNESCO et obligent les collectivités à mener le combat sur le terrain du développement durable. Cette décision va dans le sens d'une exploitation minière tournée vers une valorisation du nickel, tout en protégeant l'environnement. C'est une victoire pour la Nouvelle-Calédonie et les trois provinces. » (Les *Nouvelles calédoniennes*, 09/07/2008)

Pour Didier Leroux, du parti *l'Avenir ensemble*, c'est :

« une formidable opportunité. L'Avenir ensemble, comme il s'y était engagé en 2004, a toujours placé la préoccupation environnementale au cœur des politiques publiques. C'est à ce titre que le mouvement a soutenu et favorisé la relance de ce dossier [...]. Les Calédoniens ont désormais une formidable opportunité de préserver et de mettre en valeur ce patrimoine naturel exceptionnel, de manière responsable, tout en développant des potentiels économiques et touristiques. » (*ibid.*)

Le choix d'axer le développement économique à la fois sur l'exploitation du nickel, qui, malgré les précautions industrielles et la vigilance publique, demeure une activité à haut risque pour l'environnement, et sur le tourisme, qui suppose

7. La superficie inscrite, zones tampons incluses, est de 15 743 km². La superficie totale (terrestre) de la Nouvelle-Calédonie est de 19 058 km² (IFRECOR, 2007).

8. L'inscription d'Ouvéa répond en particulier aux critères de l'UNESCO n° VII (« représenter des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles »), n° IX (« être des exemples éminemment représentatifs de processus écologiques et biologiques en cours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques, côtiers et marins ») et n° X (« contenir les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation *in situ* de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation »).

une protection et une valorisation des patrimoines, est pour le moins contradictoire, sinon périlleuse. L'exploitation minière des milieux naturels, et le sacrifice inévitable qui s'ensuit malgré une communication des plus rassurantes menée par les entreprises et les collectivités publiques impliquées dans les divers projets, met en péril à moyen et à long terme l'intégrité du bien et de son image, et donc le potentiel touristique du territoire et ses visées en matière de développement durable. Des assises du tourisme en Nouvelle-Calédonie avaient déjà eu lieu en 2004 et le choix d'appuyer un développement et une diversification des activités dans ce secteur avait déjà été initié bien avant cette inscription. En vue de rééquilibrer la structure de l'économie territoriale, d'orienter un développement trop dépendant des cours miniers et « sous perfusion » des transferts métropolitains, les élus ont engagé un grand chantier en faveur du secteur touristique, sans pour autant mettre de côté le « grand chantier » du nickel. En 2005, les provinces créent le plan de développement touristique concerté, censé faire du tourisme un secteur prioritaire et un levier de la tertiarisation en vue du développement durable. La province des îles Loyauté ne dispose que de maigres ressources pour le développement et le rééquilibrage économique et peine à réduire sa dépendance envers la Grande Terre et la métropole. Le cloisonnement et l'absence d'emplois favorisent un exode rural massif. Le tourisme est ainsi perçu comme l'élément phare du développement des îles Loyauté. La spécialisation touristique a pour but d'amener à un rééquilibrage économique entre le centre et les périphéries et ainsi de conforter la continuité territoriale en termes de production de richesses.

La province des îles Loyauté met en place un groupement d'intérêt économique à vocation touristique, le GIE Destination îles Loyauté, qui s'attèle à une intense promotion et tente de structurer l'offre sur le terrain. De nombreux acteurs politiques et des habitants d'Ouvéa voient dans un tourisme responsable la possibilité d'une activité économique non négligeable permettant de reconverter et de revaloriser le milieu rural insulaire en y pérennisant certaines activités « traditionnelles » parfois en voie de disparition.

Limites du secteur touristique et représentations des habitants et des touristes

Si Ouvéa s'est aujourd'hui ouverte au tourisme après une période de recul dans ce domaine faisant suite aux « événements », il y reste un secteur fragile. Il apparaît que la fréquentation y croît lentement, dans un contexte de stagnation

du secteur à l'échelle du territoire, avec environ 100 000 touristes annuels pour l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie et près de 8 000 pour Ouvéa⁹. La majorité des touristes sont des Japonais qui séjournent pour une courte durée à l'hôtel de luxe le « Paradis d'Ouvéa ». Viennent ensuite les touristes locaux (intra Nouvelle-Calédonie) et les métropolitains (Puloc'h, 2002). Les propriétaires des structures d'hébergement et de restauration (un hôtel, deux gîtes, six « accueils en tribu », deux campings, trois snacks en tribu) affirment que le tourisme croît à Ouvéa depuis dix ans environ, mais de manière très progressive, et ne constitue une activité à plein temps que pour de rares individus. J'ai moi-même pu constater depuis mon premier terrain en 2003-2004 une augmentation notable de la fréquentation de l'île par les touristes.

L'isolement d'Ouvéa est toutefois un facteur contraignant pour le tourisme, en temps comme en argent : la liaison aérienne avec Nouméa coûte plus de 150 € aller/retour¹⁰. Le *Bético*, bateau transportant des passagers vers les îles Loyauté, qui desservait Ouvéa environ tous les dix à quinze jours après une traversée d'une quinzaine d'heures, ne s'y arrête plus aujourd'hui : l'unique et fragile quai d'Ouvéa n'est pas adapté à la nouvelle version du navire, le *Bético 2*. De manière générale, les infrastructures, l'aménagement et les services ne sont pas adaptés aux ambitions affichées en matière de développement, notamment touristique, et sont en retard sur l'émergence d'une société de consommation à Ouvéa.

Le bateau de marchandises, le *Havanah*, demeure l'unique liaison maritime et, bien qu'il embarque des passagers et que la traversée à son bord puisse constituer une aventure intéressante, il n'est pas très prisé par la majorité des touristes. Ses allées et venues sont extrêmement aléatoires et les pénuries diverses sont le lot quotidien des habitants et des touristes (essence, lait, cigarettes, papier hygiénique... tout ou presque peut être concerné).

Le coût de la vie est également un facteur contraignant : environ 50 % plus cher qu'à Nouméa et 100 % plus cher qu'en Europe en moyenne pour les biens de consommation courante (Sénat, 2009). Les touristes interrogés sur place se plaignent avant tout du manque d'activités et de structures permettant de découvrir l'île. Ils s'étonnent régulièrement du fossé séparant les indications publicitaires disponibles sur Internet et dans les agences de tourisme de Nouméa (dont les supports de communication touristiques du GIE Destination îles Loyauté) et la réalité sur le terrain : un quasi « désert » où

9. Quatre mille environ si l'on exclut les visites à la journée ou *day-trip*, sur la période 2002-2009.

10. Les mouvements sociaux qui ont secoué la Nouvelle-Calédonie en 2009 autour du conflit *Air Calédonie* ont largement perturbé le trafic en mai et en juin et rappellent qu'Ouvéa peut très vite être coupée du monde.

le « touriste moyen » doit mettre de la bonne volonté pour découvrir l'île et pratiquer des activités touristiques autres que le farniente sur la plage jouxtant leur gîte. Les structures d'accueil sont en nombre limité et leur capacité réduite. Certains gîtes indiqués sur les prospectus n'en sont souvent qu'au stade de projets ou en travaux. L'accès aux achats de type « souvenirs » ou d'artisanat est difficile, mais une boutique de ce type a ouvert récemment et l'île compte deux sculpteurs qui vendent régulièrement leurs œuvres. Environ 75 % des aliments consommés dans les structures touristiques sont importés (Puloc'h, 2002). La majorité des séjours sont de courte durée et le *day-trip* se développe plus favorablement que le long séjour.

Il est probable que l'inscription UNESCO ait un effet sur l'augmentation de l'attractivité de la destination Ouvéa par rapport aux autres îles Loyauté ou aux zones non inscrites. Cependant, il est nécessaire d'avoir plus de recul afin de pouvoir observer objectivement et quantitativement les impacts de l'inscription sur la filière touristique qui, en outre, est soumise à un contexte de morosité généralisée liée à la crise financière mondiale. Sur le terrain, alors que les touristes sont loin d'affluer, l'inscription a cependant produit des réactions et des évolutions qui montrent d'ores et déjà ses propres limites. Le tourisme à Ouvéa est en majeure partie le fait d'une ouverture forcée, conceptualisée et planifiée au sein de logiques exogènes émanant des élites néo-calédoniennes et ne semble pas véritablement orienter les systèmes de production locaux. Les tribus ou les familles n'ont mis en place que de rares structures d'accueil, par manque de moyens initiaux ou simplement parce qu'ils n'ont pas envie « d'avoir trop de touristes en tribu ». Leurs représentations du fait patrimonial, des implications de l'inscription UNESCO et de la nécessité d'une valorisation en vue du développement, divergent vraisemblablement du discours politique prépondérant. Il existe un fossé entre le discours des élites et des habitants interrogés par le biais de questionnaires et d'entretiens sur le terrain. De nombreuses petites structures touristiques et de restauration peinent à se mettre en place de manière autonome et ne bénéficient pas suffisamment de l'appui financier provincial, malgré le discours incitateur et les promesses d'aides dans le secteur. On favorise plutôt les projets d'une certaine en-

vergure et la province des Îles entend appuyer le développement d'un tourisme de luxe, plus lucratif et moins contraignant en terme de fréquentation. Les petits projets émanant des habitants (snacks, par exemple, ou petites structures d'accueil en tribu), sont officiellement peu encouragés, vraisemblablement pour éviter les éventuelles « dénaturations » paysagères et/ou culturelles. Ceci fait référence à une conception plus « conservatrice » d'Ouvéa : le refus de voir des établissements se développer le long de l'unique route, tentant de capter le flux des rares touristes à la recherche d'un plat local et régulièrement déçus par la rareté de l'offre...

L'inscription UNESCO a pu déclencher des rétroactions négatives sur le tourisme en conduisant à une forme de sanctuarisation. Pour le maire, Maurice Tillewa :

« Ouvéa est une réserve intégrale. Les décisions doivent être prises au sein des tribus, qui décident d'autoriser toutes constructions. Nous voulons du tourisme, mais d'un tourisme maîtrisé : il faut protéger cette île. » (Extrait d'entretien)

Le phénomène de sanctuarisation est conforté par des événements récents qui ont secoué l'île. Certaines activités touristiques ont été volontairement interrompues en 2009 en liaison avec la prise de conscience patrimoniale. L'exemple le plus marquant est l'interruption des débarquements de passagers des paquebots de croisière australiens qui mouillaient régulièrement dans le sud de l'atoll. Ces escales de moins d'une journée constituaient une source de revenus relativement importants¹¹. Le fait que les ancres des navires détruisaient les coraux lors des escales a suscité de vives réactions des habitants, dont une partie (habitants de Mouli et de Lékine) se sont constitués en association. Les pressions sur l'administration et sur les coutumiers ont rapidement conduit à la suspension de cette activité touristique majeure à l'échelle de l'île¹². Toute activité portant atteinte au lagon est condamnable car ce dernier constitue pour les habitants d'Ouvéa un symbole majeur de leur environnement.

Les différentes conceptions de la patrimonialisation, dont le caractère parfois radicalement opposé a été mis au jour suite à l'inscription UNESCO, peuvent donc se trouver à l'origine de conflits d'usages et d'intérêts dont l'expres-

11. La majeure partie des retombées liées à cette activité était constituée par le forfait attribué par le croisiériste au Comité Paquebot. Cette rente s'élevait à 400 000 F CFP (3 200 €) par mouillage dans le sud de l'atoll. Il y en a eu plusieurs dizaines entre 2006 et 2009. Le tourisme pratiqué est un tourisme de masse : des centaines de passagers sont débarqués pour quelques heures. Hormis les promoteurs proposant des tours en minibus et les quelques restaurateurs locaux, les retombées directes aux habitants étaient minces. Les touristes étaient peu enclins à consommer des plats locaux, et se voyaient interdire l'achat de produits alimentaires et artisanaux en raison des normes d'hygiène à bord.

12. Des craintes importantes sont également fondées sur la possible apparition de la maladie de la gratte (*Ciguatera*) qui serait corrélée à la destruction du corail. Ouvéa était jusqu'en 2009 une des rares, sinon la seule, communes de Nouvelle-Calédonie à en être exempte. Un premier cas aurait récemment été diagnostiqué.

FIGURE 2. – Inscription apposée par un guide du nord d'Ouvéa sur un arbre en bord de mer (cliché de l'auteur, 2008)

sion tend à se faire ressentir de plus en plus vivement sur le terrain dès qu'un projet, un aménagement ou une construction viennent à poindre.

Le « blocage » des projets touristiques, mais parfois aussi les jalousies entre les clans et les différentes tribus¹³ ou une tendance à l'inertie sociale et spatiale rendent les tentatives de développement du secteur touristique très périlleuses et très étalées dans le temps, ce qui est un facteur décourageant pour l'initiative privée. Cette inertie, souvent assumée, est paradoxalement favorable à l'intégrité environnementale et à la pérennité des modes de vie et des espaces vécus. Pour d'autres, une politique conservatrice de ce type ne ferait que conforter les problèmes majeurs d'Ouvéa : le désarroi des jeunes, le chômage (38,9 % de chômage dans la province des îles Loyauté contre 28,4 % dans la province Nord et 11,4 % dans la province Sud en 2004), l'exode insulaire (42 % de la population a moins de 20 ans et l'exode vers Nouméa concerne la majorité des jeunes actifs), le développement d'économies informelles (vente illégale d'alcool ou de cannabis). Il convient de rappeler que dans la

province des Îles, bien que la monétarisation de l'économie y soit proportionnellement la plus faible du territoire, 50 % des ménages n'atteignent pas le niveau du salaire minimum garanti¹⁴.

La patrimonialisation évolue *a priori* dans un autre système de valeurs que celui de la coutume : ce processus ne va jamais de soi et suscite des contradictions fortes et des mobilisations plus ou moins conflictuelles (Di Méo, 2007). Avec un versant économique et un désir d'ouverture, ce courant est un « produit de la mondialisation » qui n'aura pas nécessairement pour corollaire une meilleure sauvegarde des traditions (langues, savoirs et traditions orales), la protection et la gestion des héritages communs et leur transmission aux générations futures. Les anciens déplorent la disparition d'un monde, tout en constatant les bénéfices du décloisonnement et de l'amélioration des conditions de vie matérielles.

Générant de nouvelles activités, pratiques et représentations, servant le développement et la quête de territorialités, la patrimonialisation comporte-t-elle paradoxalement une part de risques ?

13. La jalousie entre les clans, régulièrement donnée pour explication aux blocages des projets par les personnes interrogées, cache une réalité sociale complexe et conflictuelle où le territoire et les patrimoines sont convoités et disputés.

14. SMG : 132 000 F CFP mensuel brut soit environ 1 100 € en février 2010, hors secteur agricole, pour 169 heures de travail.

FIGURE 3. – Affiche réalisée avec le concours d'enfants du sud d'Ouvéa, témoignant des efforts de sensibilisation et de l'affirmation publique des préoccupations environnementales (cliché de l'auteur, 2009)

Patrimonialisation et risques à Ouvéa

Les risques pesant sur les patrimoines naturels et la difficile gestion

L'atoll d'Ouvéa est relativement peu peuplé (26 hab/km²), mais l'accroissement démographique et l'évolution des pratiques, couplés à une augmentation de la fréquentation touristique, pourraient avoir une incidence sur les différentes pressions qui s'exercent sur l'environnement terrestre et marin.

Les problèmes de la ressource en eau ont suscité la mise en place du programme sage (système d'aide à la gestion de l'eau) par la province des îles Loyauté, une expertise de l'Institut de recherche pour le développement et de l'Université de la Nouvelle-Calédonie qui permettra d'en améliorer la gestion. Le problème des déchets est également préoccupant dans un contexte insulaire où seuls quelques matériaux sont réexpédiés vers la Grande Terre. L'enfouissement et l'incinération, dont une partie est effectuée à la source, sont la règle générale.

L'augmentation du volume des eaux usées est incontournable dans le cas d'un essor du tourisme et d'une occidentalisation croissante de

l'habitat, ce qui oblige à des investissements importants, notamment la pose de fosses septiques afin d'éviter la contamination de la lentille d'eau douce (ou saumâtre) dans un contexte de sous-sol karstique très perméable¹⁵. Les limites d'un assainissement adapté résident dans le vide juridique, d'une part, et dans un problème financier, d'autre part. L'administration peine à imposer l'équipement des habitations en fosses septiques en raison du statut coutumier des terres¹⁶ ; ce type d'interventionnisme public est d'ailleurs généralement mal perçu par l'électorat local. Le coût d'une fosse, du terrassement et de la pose de drains n'est pas à la portée de tous et une grande partie des habitants adopte des stratégies d'évacuations naturelles. Le curage des fosses pose également un problème de taille et renvoie à la question de l'amélioration des infrastructures et des procédures de traitement des eaux usées et des déchets au sein de l'atoll et de leur partielle exportation vers la Grande Terre.

L'exploitation de graves et de sables pour le secteur du bâtiment et des VRD (voirie réseaux divers), de plus en plus gourmands, accentuée par la généralisation croissante des « maisons en dur », en dépit de l'habitat traditionnel dont la richesse et la diversité des expressions sont des

15. La lentille d'eau douce d'Ouvéa est insignifiante en comparaison de celles de Lifou ou de Maré et n'est réellement potable qu'en de rares localités. L'eau pluviale « flotte » sur la nappe dense et salée du karst corallien et subit par conséquent l'influence des marées. Cette eau de puits est utilisée à des fins agricoles, ou ménagères lorsqu'elle est trop salée. Tous les habitants interrogés ont observé une salinisation de la lentille depuis les trente dernières années.

16. 99 % des espaces terrestres d'Ouvéa sont des terres coutumières de régime particulier et 1 % relève du domaine public.

FIGURE 4. – Une érosion littorale spectaculaire aux causes multiples et encore peu étudiées (cliché de l’auteur, 2009, Hnyiměk)

caractéristiques emblématiques d’Ouvéa, est en partie responsable de l’érosion littorale lorsque le sédiment est exploité directement sur les dunes¹⁷.

La création et le goudronnage de nombreuses routes prévus dans le contrat État-commune, la densification du réseau électrique, la multiplication du nombre de véhicules ces dix dernières années, bien qu’améliorant les conditions de vie matérielles, sont considérés par de nombreux habitants d’Ouvéa comme une dénaturation du site et de ses paysages.

Enfin, les habitants craignent une augmentation de la pression touristique sur les milieux naturels, à l’occasion de randonnées et de croisières par exemple, notamment dans les îlots des Pléiades, qui sont des lieux de ponte de plusieurs espèces d’oiseaux et de tortues. Ces espaces sont des symboles identitaires fondamentaux pour la population d’Ouvéa. Plusieurs scandales ont éclaté en 2008 et 2009 après que des navires suspectés d’être dédiés à l’exploitation intensive des holothuries aient été aperçus au nord de l’île. Bien que les pressions sur les écosystèmes semblent relativement peu élevées à l’heure actuelle, nombreux sont les habitants d’Ouvéa qui craignent pour leur lagon : la mise

en place d’une surveillance maritime régulière est l’un des premiers souhaits formulés lors de la mise en place d’un projet de gestion participative faisant suite à l’inscription UNESCO. Cette cogestion est l’une des recommandations principales formulées par l’UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) qui a fait l’objet d’une visite sur le territoire en 2011 afin de contrôler sa réussite.

Cependant, la cogestion est confrontée à un certain nombre de difficultés et peine à trouver une réalité sur le terrain. Deux cabinets privés se sont succédé pour mener à bien ce projet mais ils n’ont pas encore su enclencher une dynamique se traduisant par une prise de conscience générale et des réalisations pratiques (le groupement d’intérêt économique *Océanide*, puis *Hommes, Nature et Culture*). On constate un manque de synergie et de médiation entre les différents acteurs et les relations entre l’administration provinciale, les représentants coutumiers, les groupements d’intérêts économiques chargés du projet sont régulièrement conflictuelles. En ce qui concerne Ouvéa, cette cogestion reste localement un modèle à inventer. La complexité du système politique, coutumier,

17. L’érosion du trait de côte est également liée à l’incidence encore mal comprise et peu étudiée de plusieurs paramètres : l’influence des « coups d’ouest » et des dépressions tropicales sur les morpho-dynamiques côtières ; celle de la remontée du niveau marin liée au réchauffement climatique actuel et les conséquences à long terme du basculement de l’atoll.

économique et associatif, qui est en pleine (re) structuration et donc relativement fragile, inscrit cette quête d'une gouvernance durable et participative dans la durée.

« Les parentés élargies des structures sociales kanak reproduisent leur incidence dans les nouvelles règles du jeu politique. La politique, au même titre que la religion, l'école, l'économie et le droit civil, font irruption dans l'univers social kanak et modifient les règles de fonctionnement des actions kanak pour ne pas dire des acteurs kanak eux-mêmes. » (Mokaddem, 2010 : 201)

L'appareil politique et administratif issu de l'émergence des élites et de la provincialisation constitue un outil qui prolonge et transforme des rapports de pouvoir dont l'assise est coutumière. L'interpénétration des systèmes, notamment politique et coutumier, est révélatrice de stratégies subtiles dont l'origine est à situer dans les rapports entretenus entre les grandes chefferies et les tribus d'Ouvéa, avant, pendant et « après »¹⁸ la colonisation. Ces rapports doivent être reconsidérés dans le contexte actuel, sur fond de mondialisation et de modernisation des rapports sociaux. Comment se déploient les stratégies politiques et à quelles logiques obéissent-elles ? C'est peut-être là un préalable de la recherche, indispensable pour identifier les leviers qui permettraient d'influer sur la prise de conscience et l'action collective en faveur du développement durable¹⁹.

Les enjeux ne sont pas les mêmes que sur la Grande Terre où, entre autres, l'exploitation du nickel, l'aquaculture, un secteur pêche commercial plus développé rendent la mise en place d'une gestion participative plus pressante.

Se dirige-t-on vers un modèle de différenciation spatiale opposant des aires sacrifiées à des aires protégées ? À l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, de nouveaux espaces dévolus à l'exploitation minière contrastent avec la création de plusieurs réserves naturelles et l'inscription UNESCO. À l'échelle d'Ouvéa, une sectorisation des espaces dévolus au tourisme et des espaces plus strictement « coutumiers » ou encore en réserves naturelles intégrales est en train de se mettre en place.

Politique patrimoniale et risques culturels

L'instrumentalisation du patrimoine dans les politiques locales peut comporter d'éventuels débordements et est révélatrice de l'évolution

des jeux de pouvoir à Ouvéa. La patrimonialisation n'est pas seulement une garantie d'invulnérabilité des héritages, ni une injonction au développement touristique : elle sert également la quête d'un nouveau pouvoir, qui vient de plus en plus contrebalancer celui de la coutume en matière de gestion patrimoniale. La possibilité d'accéder à des études supérieures, à des emplois à forte rémunération et au pouvoir politique acquis par les urnes ont permis l'émergence de nouvelles élites dont la réussite socio-économique n'est pas toujours concordante avec l'emprise coutumière. Les différentes conceptions du développement se surimposent aux stratégies de pouvoirs et peuvent être à l'origine de conflits d'usages et d'intérêts. Ceux-ci témoignent de la difficile construction d'un modèle de société dans un territoire où citoyenneté et démocratie sont en plein développement et où la « culture du patrimoine » diffère profondément selon les classes sociales et les acteurs concernés.

Les résultats de mes enquêtes soulignent un décalage entre le discours majoritaire des acteurs provinciaux et communaux, et les représentations du patrimoine et des modalités de sa valorisation véhiculées par les populations vivant à l'écart des pôles touristiques. La patrimonialisation peut servir de prétexte à une hiérarchisation parfois antidémocratique des priorités de développement et conduire à une répartition inégale des investissements et des moyens accordés à la gestion. L'instrumentalisation du concept de développement durable en Nouvelle-Calédonie nécessite également une analyse critique et il convient d'attirer l'attention sur :

« le risque d'une focalisation de l'attention des politiques sur les problématiques environnementales alors que d'importantes questions sociales restent très prégnantes [...] » (Bouard, Sourisseau et Pestana, 2008 : 4)

La sectorisation du développement touristique et de la valorisation patrimoniale, surtout ciblée sur le centre et le sud d'Ouvéa, produit ou conforte des inégalités et des déséquilibres spatiaux. Des formes de ségrégation spatiale et sociale sont induites par la concentration des aides et des projets, au détriment de certains habitants dont l'activité n'est pas intégrée au sein des filières de la patrimonialisation ou bien est

18. NDLR. – Selon nous, la Nouvelle-Calédonie est toujours en situation coloniale, même si certains considèrent que, depuis la fin de l'Indigénat (1946), on se trouve en situation post-coloniale ! C'est pourquoi nous mettons le terme après entre guillemets. Ce n'est que mi-2014 que doit normalement s'ouvrir la période durant laquelle le congrès devra décider de la date de la consultation (avant fin 2019) portant sur le transfert à la Nouvelle-Calédonie des compétences régaliennes, sur l'accès à un statut international de pleine responsabilité et sur l'organisation de la citoyenneté en nationalité. Il s'agit là du terme de l'accord de Nouméa signé en 1998.

19. Pour approfondir ce sujet voir également les travaux de doctorat de Wittersheim (2003), Trépiéd (2007), Cugola (2009) et Mokaddem (2010).

FIGURES 5. — Le modèle « Espaces protégés/Espaces sacrifiés » en Nouvelle-Calédonie (a. extrait de IFRECOR, 2007 et b. carte de l'auteur)

FIGURE 6. – Carte touristique d'Ouvéa, où la spécialisation touristique et administrative du centre et du sud apparaît clairement (GIE Destination îles Loyauté)

localisée en marge des zones plus favorables à la valorisation.

Les savoirs, la tradition orale et les pratiques en évolution constante, rassemblés sous le nom de la « coutume », étaient jusqu'alors les garants d'une forme d'équilibre que les hommes ont su tisser avec leur environnement au cours des siècles. Les terroirs qui en sont issus et leur partie visible au sein des paysages connaissent une mutation perpétuelle, mais les bouleversements de l'époque actuelle témoignent d'une véritable révolution dans les rapports entretenus par l'homme avec son environnement. La mondialisation est porteuse, du moins en partie, d'une forme de standardisation des territoires et des cultures. La patrimonialisation concourt à l'ouverture sur le monde d'Ouvéa, tout en générant de nouvelles représentations et de nouvelles pratiques : aura-t-elle pour corollaire la limitation de l'érosion des savoirs traditionnels et de la gestion coutumière kanak amorcée depuis la colonisation ? Ou n'ajoutera-t-elle qu'une autre dimension, aux vues plus économiques, adoptant ainsi un mo-

dèle de valorisation patrimoniale dont les fondements sont exogènes ? La patrimonialisation comporte une forme de « risque culturel », si elle n'est qu'une façade définissant de nouveaux rapports au patrimoine et non un moyen de lutter contre la crise de la transmission intergénérationnelle des savoirs qui est à Ouvéa une garantie de la pérennité des héritages en tant que tels.

L'exemple des langues et des traditions orales est marquant : avec moins de 3 500 locuteurs chacune²⁰, le nombre de locuteurs des deux langues d'Ouvéa s'amenuise tandis que le français progresse²¹. L'action provinciale ne parvient pas à enrayer pour l'instant, malgré les initiatives, l'émiettement d'une partie importante des patrimoines culturels. Un relais de ces politiques au niveau local est nécessaire pour qu'elles prennent vie sur le terrain, afin que ce patrimoine reste un patrimoine « vivant ». La migration des actifs et des étudiants vers Nouméa, les bouleversements liés à la modernité au sein des structures familiales, des clans, des tribus et des chefferies, comptent parmi les difficultés majeures à affronter.

20. D'après le recensement de 1996, le fagaueva est parlé par 1 500 personnes à Ouvéa et quelques centaines sur la Grande-Terre, tandis que le iaai compte 2 400 locuteurs sur place et 1 000 à l'extérieur (Cerquiglini [éd.], 2003). En 2004, 3 106 résidents d'Ouvéa se déclarent locuteurs d'au moins une langue. Lors du recensement de 2009 (en comptant uniquement les résidents de la commune de plus de 14 ans) le fagaueva comportait 996 locuteurs et le iaai 1 524. Pour l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, le fagaueva compte 2 219 locuteurs de plus de 14 ans et le iaai 4 078.

21. Les langues sont de moins en moins parlées, en même temps le vocabulaire, la grammaire et les expressions s'appauvrissent. Les « vieux » d'Ouvéa constatent que les nouvelles générations parlent une langue appauvrie souvent mêlée au français.

Conclusion

La patrimonialisation n'a pour le moment que peu d'effets sur la crise de la transmission des savoirs. Les savoirs coutumiers étaient généralement les garants d'un équilibre propre aux relations hommes/environnement à Ouvéa, ce qui incite à imaginer de nouvelles formes de gestion des héritages afin d'assurer leur protection. Entre des espaces sanctuarisés, ou dévolus à la mise en valeur, les politiques patrimoniales dessinent de nouvelles spatialités. À une autre échelle, de la Nouvelle-Calédonie à l'espace-monde, se dirige-t-on vers une différenciation et une sélection spatiale toujours plus aiguë, avec des espaces et des patrimoines « sanctuarisés » et d'autres que l'on pourrait qualifier alors de « sacrifiés » ?

La patrimonialisation servira-t-elle le développement durable et la gestion intégrée des héritages d'Ouvéa ? Il faudrait pour ce faire réussir à surmonter les contradictions, internes aux sociétés d'Ouvéa, entre les différentes visions de la patrimonialisation et du développement en présence. Cette dynamique patrimoniale doit être maîtrisée afin de ne pas constituer un nouvel outil de domination politique dont l'expression aurait pour corollaire un renforcement des déséquilibres socioéconomiques et spatiaux.

BIBLIOGRAPHIE

- BENSA Alban, 1995. *Chroniques kanak. L'ethnologie en marche*, Paris, Ethnies, Documents 18-19, 350 p.
- BOUARD Sandrine, Jean-Michel SOURISSEAU et Gilles PESTANA, 2008. La participation des acteurs locaux à l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques de développement durable en Nouvelle-Calédonie, *EchoGéo* 7 (<http://echogeo.revues.org/9693>).
- BRETON Roland, 2003. Le non-développement des langues comme renoncement à la sauvegarde des patrimoines culturels et des identités, in Patrice Cosaert et François Bart, *Patrimoines et développement dans les pays tropicaux*, 9^e Journées de géographie tropicale (La Rochelle, 13-14/09/2001), Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, Espaces tropicaux 18, pp. 519-528.
- CERQUIGLINI Bernard (éd.), 2003. *Les langues de France*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 421-426.
- CUGOLA Umberto, 2009. Les contradictions culturelles du développement : la tribu de La Conception à Nouméa, Nouvelle-Calédonie, thèse de doctorat en Géographie, Études rurales, mention Développement, Université Toulouse-Le Mirail.
- DI MEO Guy, 2007. Processus de patrimonialisation et construction des territoires, communication présentée au colloque *Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser* (12-14/09/2007), Poitiers-Châtelleraut, 19 p.
- IFRECOR, 2007. Le projet calédonien : « Les lagons de Nouvelle-Calédonie. Diversité récifale et écosystèmes associés », dossier Site 6 « Atoll d'Ouvéa et beaumonts-Beaupré », 36 p. (<http://www.ifrecor.nc/projetpatrimoine/IMG/pdf/6-AOBB.pdf>).
- LEBIGRE Jean-Michel et Frédéric ANGLEVIEL, 2003. Les lieux et les espaces du patrimoine en Nouvelle-Calédonie, in Patrice Cosaert et François Bart, *Patrimoines et développement dans les pays tropicaux*, 9^e Journées de géographie tropicale (La Rochelle, 13 et 14 sept. 2001), Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, Espaces tropicaux 18, pp. 587-596.
- LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, hors collection, 412 p.
- MOKADDEM Hamid, 2010. Anthropologie politique de la Nouvelle-Calédonie contemporaine. Constitution et médiation des espaces publics insulaires, thèse de doctorat en Anthropologie sociale et Ethnologie, Paris, EHESS.
- MWÀ VÉE, 1999. Dossier « Usooköu, Ouvéa, le temps de la réconciliation », *Mwà vée* 25.
- , 2005. Dossier « Du patrimoine immatériel aux archives kanak », *Mwà vée* 50.
- NÉAOUTYINE Paul, 2006. *L'indépendance au présent. Identité kanak et destin commun*, Paris, Syllepse, 189 p.
- PULOC'H Stéphane, 2002. Le tourisme aux îles Loyauté, mémoire de DEA Aménagement, développement et environnement, Université d'Orléans (document accessible sur le site Gestion durable de la ressource en eau des Loyautés [SAGE], Nouvelle-Calédonie).
- ROLLAT Alain et Edwy PLENEL, 1988. *Mourir à Ouvéa, Le tournant calédonien*, Paris, éditions La Découverte, 274 p.
- SÉNAT, 2009. Séance relative à l'évolution des statuts de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte, compte rendu des débats du 23 juillet 2009, France.
- TRÉPIED Benoît, 2007. Politique et relations coloniales en Nouvelle-Calédonie. Ethnographie historique de la commune de Koné 1946-

1988, thèse de doctorat en Sciences sociales, Paris, EHESS.

WITTERSHEIM Éric, 2003. Le retour du politique. Anthropologie et situations (post-) coloniales, Nouvelle Calédonie et Vanuatu, thèse de doctorat en Sciences sociales, Paris, EHESS.

FILMOGRAPHIE

DAGNEAU Gilles et Walles KOTRA, 2006. *Tjibaou, le pardon*, documentaire 52 mn, France.

DREVILLON Élisabeth, 2008. *Grotte d'Ouvéa, autopsie d'un massacre*, Infrarouge, Galaxie Presse, documentaire 64 mn, France.

FAURIE Mathias, 2005. *Ouvéa 2004, le développement pour l'indépendance ?*, documentaire 35 mn, France.

KASSOVITZ Mathieu, (sortie prévue en 2011). *L'ordre et la morale*, fiction, Production Nord Ouest Films, UGC, Studio 37, France 2 cinéma.

LALLAOUI Mehdi, 2008. *Retour sur Ouvéa*, Mémoires Vives Productions, documentaire 70mn, France.